

## Royaume-Uni: Keir Starmer souhaite mettre un terme au projet d'expulsion de migrants au Rwanda

Le nouveau Premier ministre britannique souhaite abandonner le projet controversé et très critiqué par les travaillistes qui permet l'expulsion de demandeurs d'asile entrés illégalement au Royaume-Uni. Le projet de loi avait été adopté par les conservateurs en avril dernier.

Publié le : 06/07/2024

Par : RFI avec AFP



*Le Premier ministre britannique Keir Starmer prononce un discours à l'issue de sa première réunion de cabinet en tant que Premier ministre, à Londres, samedi 6 juillet 2024. © Claudia Greco/Pool via AP*

Le nouveau Premier ministre britannique **Keir Starmer** a confirmé samedi 6 juillet qu'il n'était « *pas prêt* » à poursuivre le projet du précédent gouvernement conservateur d'expulser des migrants au **Rwanda**. Ce projet « *était mort et enterré avant même de commencer. Il n'a jamais été dissuasif [...], je ne suis pas prêt à continuer avec des mesures gadget* », a affirmé Keir Starmer lors d'une conférence de presse organisée après le premier conseil des ministres du gouvernement travailliste.

*« Il n'y a jamais eu d'effet dissuasif, c'était peut-être même l'inverse. Tout le monde a compris, notamment les réseaux mafieux, que les chances d'aller réellement au Rwanda étaient si mince, moins d'1 %, que cela n'a jamais été dissuasif... »*

Lorsqu'il était dans l'opposition, le chef du Parti travailliste avait déjà annoncé son intention de mettre fin ce projet controversé des conservateurs, lancé en 2022, mais encore jamais mis à exécution. Le sujet de l'immigration a été un des principaux thèmes de la campagne électorale qui vient de s'achever au **Royaume-Uni** et qui a vu le Labour remporter une très large majorité à la Chambre des Communes.

Au printemps, le précédent Parlement britannique avait adopté une loi permettant ces expulsions – après un précédent texte retoqué par la Cour suprême du pays fin 2023. Il prévoyait d'envoyer des migrants ou demandeurs d'asile au Rwanda, sans possibilité de revenir au Royaume-Uni.

## Un projet de loi adopté, mais des expulsions qui avaient été reportées

Le précédent Premier ministre, Rishi Sunak, comptait débiter les expulsions cet été et les autorités avaient commencé au début du mois de mai à arrêter des migrants susceptibles d'y être envoyés. Mais, avec l'incertitude que faisait peser le scrutin législatif, la justice avait ordonné la libération de dizaines d'entre eux.

Les travaillistes ont promis durant la campagne de lutter contre l'immigration illégale, en particulier contre l'arrivée de migrants sur de petits bateaux via la Manche. Le nouveau gouvernement prévoit notamment de déployer des moyens inspirés de la lutte antiterroriste pour contrer les groupes de passeurs. Et il veut encore renforcer la coopération avec l'Europe, notamment la France. Il s'est aussi engagé à augmenter les moyens de traitement des demandes d'asile au Royaume-Uni, alors que le système est engorgé depuis plusieurs années.

Londres a toutefois dépensé plusieurs millions de livres pour construire des infrastructures au Rwanda rappelle François Gaulme, chercheur associé au Centre Afrique subsaharienne de l'Institut Français des Relations Internationales (Ifri) : « *Le gouvernement britannique a tout de même dépensé des centaines de millions de livres. Cela a servi à construire des infrastructures d'accueil. Aux dernières nouvelles, puisqu'il n'y avait pas de migrants envoyés au Rwanda, ces logements ont été occupés par des Rwandais.* »

Depuis le début de l'année, plus de 13 500 migrants ont traversé la Manche pour arriver au Royaume-Uni. Après avoir baissé l'an dernier, le nombre d'arrivées est reparti à la hausse depuis janvier.

### Pas de réaction du gouvernement au Rwanda

À Kigali, le gouvernement rwandais n'a pas encore réagi officiellement à la déclaration du nouveau Premier ministre britannique, disant attendre une communication plus officielle de Londres avant de commenter l'annulation de l'accord sur les migrants entre les deux pays, relate notre correspondante à Kigali, **Lucie Mouillaud**.

C'est un projet controversé, très critiqué notamment par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et par des organisations de défense des droits humains. Critiqué également pour son coût. Plus de deux ans après la première signature de l'accord, en avril 2022, le Royaume-Uni a déjà versé près de 300 millions d'euros au Rwanda pour préparer l'accueil de ces migrants dans le pays. Un paiement que Kigali n'a aucune obligation de rembourser, déclarait les autorités quelques mois plus tôt.